

Gouvernements de Communauté et de Région

Ministère de la Communauté française

Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique. Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique. Service général des Hautes Ecoles et de l'Enseignement artistique de niveau supérieur. Jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court de la Communauté française. Session 1999. Instructions. Appel aux candidats, p. 1264.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 1265 à 1280.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 1265 tot bl. 1280.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 91

[C - 98/03665]

22 DECEMBRE 1998

Loi portant des dispositions fiscales et autres (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I. — Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 2. L'article 17, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les revenus des capitaux et biens mobiliers sont tous les produits d'avoirs mobiliers engagés à quelque titre que ce soit, à savoir :

- 1° les dividendes;
- 2° les intérêts;
- 3° les revenus de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de biens mobiliers;
- 4° les revenus compris dans des rentes viagères ou temporaires qui ne constituent pas des pensions et qui, après le 1^{er} janvier 1962, sont constituées à titre onéreux à charge de personnes morales ou d'entreprises quelconques. » .

Art. 3. A l'article 18 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 3 de la loi du 20 mars 1996 et par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° tous les avantages attribués par une société aux actions, parts et parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, obtenus à quelque titre et sous quelque forme que ce soit; »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, est inséré un 2° bis libellé comme suit :

« 2° bis les remboursements totaux ou partiels de primes d'émission à la même condition et dans la même mesure que les remboursements de capital social; ».

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 91

[C - 98/03665]

22 DECEMBER 1998

Wet houdende fiscale en andere bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 2. Artikel 17, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Inkomsten uit roerende goederen en kapitalen zijn alle opbrengsten van roerend vermogen aangewend uit welken hoofde ook, namelijk :

- 1° dividenden;
- 2° interest;
- 3° inkomsten van verhuring, verpachting, gebruik en concessie van roerende goederen;
- 4° inkomsten die begrepen zijn in lijfrenten of tijdelijke renten die geen pensioenen zijn en na 1 januari 1962 onder bezwarende titel zijn aangelegd ten laste van enige rechtspersoon of onderneming. »

Art. 3. In artikel 18 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 3 van de wet van 20 maart 1996 en bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° alle voordelen toegekend door een vennootschap aan aandelen en winstbewijzen hoe ook genaamd, uit welken hoofde en op welke wijze ook verkregen; »;

2° in het eerste lid wordt een 2° bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2° bis gehele of gedeeltelijke terugbetalingen van uitgiftepremies, onder dezelfde voorwaarde en in dezelfde mate als de terugbetalingen van maatschappelijk kapitaal; ».

Art. 4. A l'article 21 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 134 de la loi du 22 mars 1993, par les articles 2 et 92, 1^o, de la loi du 22 juillet 1993, par l'article 5 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 2 de la loi du 22 mars 1995, par l'article 2 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 5 de la loi du 20 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les revenus autres que ceux visés à l'article 19, § 1^{er}, 4^o, d'actions ou parts, payés ou attribués en cas de partage total ou partiel de l'avoir social ou d'acquisition d'actions ou parts propres par des sociétés; »;

2^o dans le 5^o, les mots "en application de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935" sont supprimés.

Art. 5. L'article 29, § 2, du même Code est complété comme suit :

« 5^o les associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique en vertu de l'article 577-5, § 1^{er}, du Code civil. »

Art. 6. L'article 45 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 45. Sont également exonérées les plus-values qui se rapportent à des actions ou parts dans des sociétés résidentes ou dans des sociétés qui ont leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration dans un autre Etat membre des Communautés européennes, lorsque ces plus-values sont obtenues ou constatées à l'occasion d'une fusion, d'une scission ou de l'adoption d'une autre forme juridique, effectuée soit en application des articles 211, § 1^{er}, ou 214, § 1^{er}, dans la mesure où l'opération est rémunérée par des actions ou parts nouvelles émises à cette fin, soit en application de dispositions analogues dans cet autre Etat.

Dans cette éventualité, les plus-values ou moins-values qui se rapportent aux actions ou parts reçues en échange sont déterminées eu égard à la valeur d'acquisition ou d'investissement des actions ou parts échangées, éventuellement majorée des plus-values imposées ou diminuées des moins-values admises tant avant qu'après l'échange; pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, 2^o, les actions ou parts reçues en échange sont censées avoir été acquises à la date d'acquisition des actions ou parts échangées. »

Art. 7. L'article 46, § 1^{er}, alinéa 7, du même Code, inséré par l'article 2 de la loi du 30 janvier 1996 est rapporté.

Art. 8. A l'article 47 du même Code, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans la phrase liminaire du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "au prix de réalisation" sont remplacés par les mots "à la valeur de réalisation";

2^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o à l'occasion d'une aliénation non visée au 1^o, d'immobilisations incorporelles sur lesquelles des amortissements ont été admis fiscale-ment ou d'immobilisations corporelles et pour autant que les biens aliénés aient la nature d'immobilisations depuis plus de 5 ans au moment de leur aliénation, »;

3^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Sont assimilés à des immobilisations corporelles, les terrains et constructions figurant sous le poste placements de l'actif, conformément à la législation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances. »

Art. 9. L'article 52, 8^o, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 8^o les sommes que le contribuable paie, pour lui-même, pour son conjoint et pour les membres de son ménage qui sont à sa charge, à une mutualité agréée par arrêté royal, au titre de cotisations dans le cadre d'une assurance complémentaire en vue de bénéficier d'une intervention dans le coût des soins de santé qui sont remboursables en application de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, sans toutefois tomber dans le champ d'application de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la même loi coordonnée est étendue aux travailleurs indépendants, à concurrence du montant de l'intervention qui peut être procurée en application de la loi coordonnée précitée; ».

Art. 4. In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 134 van de wet van 22 maart 1993, bij de artikelen 2 en 92, 1^o, van de wet van 22 juli 1993, bij artikel 5 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 2 van de wet van 22 maart 1995, bij artikel 2 van de wet van 20 december 1995 en bij artikel 5 van de wet van 20 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 2^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o inkomsten van aandelen, andere dan die vermeld in artikel 19, § 1, 4^o, betaald of toegekend bij gehele of gedeeltelijke verdeling van het maatschappelijk vermogen of bij verkrijging van eigen aandelen door vennootschappen; »;

2^o in het 5^o worden de woorden "met toepassing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935" geschrapt.

Art. 5. Artikel 29, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« 5^o verenigingen van medeëigenaars die krachtens artikel 577-5, § 1, van het Burgerlijk Wetboek rechtspersoonlijkheid bezitten. »

Art. 6. Artikel 45 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 45. Vrijgesteld zijn eveneens de meerwaarden op aandelen in binnenlandse vennootschappen of in vennootschappen die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen hebben, wanneer die meerwaarden zijn verkregen of vastgesteld naar aanleiding van een fusie, een splitsing of het aannemen van een andere rechtsvorm tot stand gebracht in toepassing van hetzij de artikelen 211, § 1, of 214, § 1, voor zover de verrichting wordt vergoed met nieuwe aandelen die daartoe worden uitgegeven, hetzij van bepalingen van gelijke aard in die andere Staat.

In dat geval worden meerwaarden of minderwaarden op de in ruil ontvangen aandelen bepaald met inachtneming van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de omgeruilde aandelen, eventueel verhoogd met de belaste meerwaarden of verminderd met de aangenomen minderwaarden, zowel vóór als na de ruil; voor de toepassing van artikel 44, § 1, 2^o, worden de in ruil ontvangen aandelen geacht te zijn verkregen op de datum waarop de geruilde aandelen zijn verkregen. »

Art. 7. Artikel 46, § 1, zevende lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 30 januari 1996, wordt ingetrokken.

Art. 8. In artikel 47 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de inleidende deelzin van § 1, eerste lid, worden de woorden "de verkoopprijs" vervangen door de woorden "de verkoopwaarde";

2^o paragraaf 1, eerste lid, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o bij een niet in het 1^o vermelde vervreemding van immateriële vaste activa waarop fiscaal afschrijvingen werden aangenomen of van materiële vaste activa en voor zover de vervreemde goederen sedert meer dan 5 jaar vóór hun vervreemding de aard van vaste activa hadden, »;

3^o paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met materiële vaste activa worden gelijkgesteld, de terreinen en gebouwen die voorkomen onder de actiefpost beleggingen, overeenkomstig de wetgeving betreffende de jaarrekening van verzekerings-ondernemingen. »

Art. 9. Artikel 52, 8^o, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8^o de sommen die de belastingplichtige voor zichzelf, voor zijn echtgenoot en voor de gezinsleden te zijnen laste aan een bij koninklijk besluit erkend ziekenfonds bijdraagt in het kader van een aanvullende verzekering voor het verkrijgen van een tegemoetkoming in de kosten van geneeskundige verstrekkingen die terugbetaalbaar zijn ingevolge de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, doch niet onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van diezelfde gecoördineerde wet tot de zelfstandigen wordt verruimd, tot het bedrag van de tegemoetkoming die ingevolge de voornoemde gecoördineerde wet kan worden verstrekt; ».

Art. 10. A l'article 56 du même Code, modifié par l'article 10 de la loi du 6 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 55, aucune limitation n'est applicable en ce qui concerne les sommes payées par les établissements de crédit soumis à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ainsi que par la Banque nationale de Belgique et l'Institut de Réescmpte et de Garantie. »;

2° le § 2, 2°, b, est remplacé par la disposition suivante :

« b) les sociétés visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille, remplacé par l'article 7 de la loi du 20 janvier 1978 organisant l'association des holdings à la planification économique et modifiant le statut des sociétés à portefeuille; »;

3° le § 2, 2°, d, est remplacé par la disposition suivante :

« d) les entreprises de prêts hypothécaires soumises à l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, ainsi que les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire; »;

4° le § 2, 2°, f et g, est abrogé;

5° le § 2, 2°, j, est abrogé.

Art. 11. A l'article 104 du même Code, modifié par l'article 81 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 18 de la loi du 18 juin 1993, par l'article 16 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 1^{er} de la loi du 22 février 1995, par l'article 2 de la loi du 2 avril 1996 et par l'article 2 de la loi du 4 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 3°, b, les mots "et à l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture" sont supprimés;

2° dans le 3°, d, les mots", par arrêté délibéré en Conseil des ministres" sont supprimés;

3° le 3° est complété comme suit :

« j) aux institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites dont la zone d'influence s'étend au pays tout entier, à l'une des régions ou à la Communauté germanophone, et qui sont agréées par le Roi;".

Art. 12. L'article 108 du même Code, abrogé par l'article 18 de la loi du 18 juin 1993 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 108. Le Roi détermine les obligations et formalités à accomplir par les donataires pour que les libéralités puissent être admises en déduction. » .

Art. 13. Dans l'article 110 du même Code, remplacé par l'article 2 de la loi du 22 février 1995 et modifié par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1997, les mots "à l'article 104, 3°, b, e, g, i, 4° et 4°bis," sont remplacés par les mots "à l'article 104, 3°, b, d, e, g, i, j, 4° et 4°bis".

Art. 14. L'article 135, alinéa 1^{er}, 1°, troisième tiret, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« — soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;".

Art. 15. L'article 143, 3°, du même Code est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 145¹⁵, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "les institutions et entreprises visées à l'article 56, § 1^{er} et § 2, 2°, f et g. » sont remplacés par les mots "les établissements visés à l'article 56, § 1^{er}. ».

Art. 17. L'article 180, 2°, du même Code, modifié par l'article 82 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 7 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 25 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 2 de la loi du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° la "Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen", la Compagnie des installations maritimes de Bruges, le Port de Bruxelles, la régie portuaire communale d'Anvers, la régie portuaire communale d'Ostende et les ports autonomes de Liège, Charleroi et Namur; ».

Art. 10. In artikel 56 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 6 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 55 wordt geen beperking toegepast voor sommen betaald door de kredietinstellingen onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen evenals door de Nationale Bank van België en het Herdisconterings- en Waarborginstituut. »;

2° paragraaf 2, 2°, b, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b) vennootschappen vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen, vervangen bij artikel 7 van de wet van 20 januari 1978 tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning en tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen; »;

3° paragraaf 2, 2°, d, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« d) ondernemingen van hypothecaire leningen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, zomede hypotheek-ondernemingen onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet; »;

4° § 2, 2°, f en g, wordt opgeheven;

5° § 2, 2°, j, wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 81 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 18 van de wet van 18 juni 1993, bij artikel 16 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 1 van de wet van 22 februari 1995, bij artikel 2 van de wet van 2 april 1996 en bij artikel 2 van de wet van 4 juni 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3°, b, worden de woorden "aan het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw," geschrapt;

2° in het 3°, d, worden de woorden "bij een in Ministerraad overlegd besluit" geschrapt;

3° het 3° wordt aangevuld als volgt :

« j) aan instellingen die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel hebben, waarvan het invloedsgebied het gehele land, één van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;".

Art. 12. Artikel 108 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door artikel 18 van de wet van 18 juni 1993, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 108. De Koning bepaalt de verplichtingen en de formaliteiten die de begiftigden moeten vervullen opdat de giften voor aftrek in aanmerking kunnen komen. » .

Art. 13. In artikel 110 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 2 van de wet van 22 februari 1995 en gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 14 juli 1997, worden de woorden "in artikel 104, 3°, b, e, g, i, 4° en 4°bis," vervangen door de woorden "in artikel 104, 3°, b, d, e, g, i, j, 4° en 4°bis".

Art. 14. Artikel 135, eerste lid, 1°, derde streepje, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« — ofwel na de periode van primaire ongeschiktheid, bepaald in artikel 87 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet;".

Art. 15. Artikel 143, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 145¹⁵, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de in artikel 56, § 1 en § 2, 2°, f en g, vermelde instellingen en ondernemingen" vervangen door de woorden "de in artikel 56, § 1, vermelde instellingen. ».

Art. 17. Artikel 180, 2° van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 82 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 7 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 25 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 2 van de wet van 6 juli 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, de Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen, de Haven van Brussel, het gemeentelijk havenbedrijf Antwerpen, het gemeentebedrijf haven Oostende en de autonome havens van Luik, Charleroi en Namen; ».

Art. 18. L'article 181, 7°, du même Code, modifié par les articles 26 et 85 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 3 de la loi du 14 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 7° qui sont agréées pour l'application de l'article 104, 3°, *b, d, e, h, i et j, 4° et 4° bis*, ou qui le seraient, soit si elles en faisaient la demande, soit si elles répondaient à toutes les conditions auxquelles l'agrément est subordonné, autres que celle d'avoir, suivant le cas, une activité à caractère national ou une zone d'influence s'étendant à l'une des communautés ou régions ou au pays tout entier. »

Art. 19. A l'article 184 du même Code, modifié par l'article 16 de la loi du 28 juillet 1992 et par l'article 10, 1° de la loi du 30 janvier 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les primes d'émission sont assimilées à du capital libéré à la même condition et dans la même mesure que le capital social. »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'une branche d'activité ou une universalité de biens fait l'objet d'un apport dans les conditions qui rendent l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, applicable, le capital libéré par cet apport est égal à la valeur fiscale nette que cet apport avait dans le chef de l'apporteur. »

Lorsqu'un établissement belge fait l'objet d'un apport à une société résidente, dans les conditions qui rendent l'article 231, § 3, applicable, le capital libéré par cet apport est égal à la valeur fiscale nette que cet établissement avait dans le chef de l'apporteur, au moment de l'opération d'apport, sous déduction :

1° des réserves antérieurement taxées;

2° des réserves exonérées, autres que :

a) les plus-values visées à l'article 44, § 1^{er}, 1°, qui étaient exonérées;

b) les réductions de valeur et les provisions exonérées visées à l'article 48. »;

3° l'article est en outre complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'application de l'article 214, § 1^{er}, n'est toutefois pas considéré comme du capital libéré, l'actif net visé à l'article 26sexies de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, qui compose le capital social d'une société à finalité sociale ou qui a été comptabilisé sur un compte de réserve indisponible de cette société. Ce capital social et ce compte de réserve ne sont exonérés que si les conditions visées à l'article 190 sont remplies. ».

Art. 20. L'article 190 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 190. Le régime des plus-values prévu en matière d'impôt des personnes physiques aux articles 44, §§ 1^{er} et 3, 45, 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 47, est également applicable aux sociétés. »

En ce qui concerne la quotité exonérée ou provisoirement non imposée des plus-values visées aux articles 44, §§ 1^{er} et 3 et 47, ce régime des plus-values est applicable uniquement dans la mesure où cette quotité est portée et maintenue à un ou plusieurs comptes distincts du passif et où elle ne sert pas de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques.

Les conditions précitées sont également applicables aux plus-values visées aux articles 45 et 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, sauf dans les cas où, conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ces plus-values ne sont pas exprimées.

Dans l'éventualité et dans la mesure où ces conditions cessent d'être observées pendant une période imposable quelconque, la quotité antérieurement exonérée ou provisoirement non imposée des plus-values est considérée comme un bénéfice obtenu au cours de cette période imposable. ».

Art. 21. A l'article 191 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "des sociétés de crédit au logement" sont remplacés par les mots "des sociétés de logement";

2° les mots "l'article 216, 2°," sont remplacés par les mots "l'article 216, 2°, *b*,".

Art. 18. Artikel 181, 7°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de artikelen 26 en 85 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 3 van de wet van 14 juli 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° erkend zijn voor de toepassing van artikel 104, 3°, *b, d, e, h, i en j, 4° en 4° bis*, of erkend zouden zijn indien ze daartoe een aanvraag indienden of omdat ze aan alle voorwaarden voldoen waaraan de erkenning is onderworpen behoudens die welke erin bestaat de bedrijvigheid op nationaal vlak te ontwikkelen of een invloedssfeer te hebben die één van de gemeenschappen of gewesten of het gehele land bestrijkt, naar het geval. »

Art. 19. In artikel 184, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 16 van de wet van 28 juli 1992 en bij artikel 10, 1°, van de wet van 30 januari 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het gestort kapitaal omvat mede, onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde mate als het maatschappelijk kapitaal, de uitgiftepremies. »;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer een bedrijfsafdeling of een algemeenheid van goederen wordt ingebracht onder de voorwaarden voor toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, is het door die inbreng gestorte kapitaal gelijk aan de fiscale nettowaarde die de inbreng had bij de inbrenger. »

Wanneer een Belgische inrichting in een binnenlandse vennootschap wordt ingebracht onder de voorwaarden voor toepassing van artikel 231, § 3, is het door die inbreng gestorte kapitaal gelijk aan de fiscale nettowaarde die, op het ogenblik van de inbreng, de inrichting had bij de inbrenger, na aftrek van :

1° de voorheen belaste reserves;

2° de vrijgestelde reserves, andere dan :

a) de in artikel 44, § 1, 1°, vermelde meerwaarden die waren vrijgesteld;

b) de in artikel 48 vermelde vrijgestelde waardeverminderingen en voorzieningen. »;

3° het artikel wordt daarenboven aangevuld met het volgende lid :

« Wordt evenwel, onverminderd de toepassing van artikel 214, § 1, niet als gestort kapitaal aangemerkt, het netto-actief vermeld in artikel 26sexies van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, dat het maatschappelijk kapitaal uitmaakt van een vennootschap met een sociaal oogmerk of dat op een onbeschikbare reserverekening van die vennootschap wordt geboekt. Dat maatschappelijk kapitaal en die reserverekening worden slechts vrijgesteld voor zover is voldaan aan de voorwaarden als vermeld in artikel 190. ».

Art. 20. Artikel 190 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 190. Het voor de personenbelasting geldende meerwaardenstelsel, bepaald in de artikelen 44, §§ 1 en 3, 45, 46, § 1, eerste lid, 2°, en 47, is ook voor vennootschappen van toepassing. »

Met betrekking tot het vrijgestelde of voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarden vermeld in de artikelen 44, §§ 1 en 3 en 47, is dat meerwaardenstelsel slechts van toepassing in zoverre dat gedeelte op één of meer afzonderlijke rekeningen van het passief geboekt is en blijft en niet tot grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enige beloning of toekenning.

De voormelde voorwaarden zijn mede van toepassing op de in artikel 45 en 46, § 1, eerste lid, 2°, vermelde meerwaarden, behalve ingeval die meerwaarden niet worden uitgedrukt overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Indien en in zoverre die voorwaarden niet langer worden nageleefd in enig belastbaar tijdperk, wordt het vroeger vrijgestelde of voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarden als winst van dat belastbare tijdperk beschouwd. ».

Art. 21. In artikel 191 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "De vennootschappen van huisvestingskrediet" worden vervangen door de woorden "De vennootschappen voor huisvesting";

2° de woorden "ingevolge artikel 216, 2°," worden vervangen door de woorden "ingevolge artikel 216, 2°, *b*,".

Art. 22. A l'article 192 du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 28 décembre 1992 et par l'article 21 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "non visées à l'article 45, alinéa 1^{er}," sont insérés entre les mots "les plus-values" et les mots "réalisées sur des actions";

2° à l'article dont le texte ainsi modifié formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsqu'en ce qui concerne les opérations visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le emploi visé à l'article 47 fait partie de l'apport ou, le cas échéant, lorsque la société bénéficiaire de l'apport s'est engagée irrévocablement à réaliser ce emploi, la partie provisoirement non imposée au moment de l'apport, de la plus-value visée à l'article 47 est totalement exonérée dans le chef de l'ancien contribuable, sans préjudice de l'application, concernant cette plus-value, des dispositions de l'article 190 dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport. L'expression comptable de cette plus-value dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport reste sans incidence sur la détermination du résultat de la période imposable. ».

Art. 23. A l'article 198 du même Code, modifié par l'article 17 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 5 de la loi du 22 juillet 1993, par l'article 7 de la loi du 27 décembre 1993, par l'article 28 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 11 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 24 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 5° est abrogé;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Exclusivement pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, sont toutefois, par dérogation à l'article 184, considérées comme du capital libéré, les réductions de capital libéré opérées antérieurement pour l'apurement comptable de pertes éprouvées ou pour la constitution d'une réserve destinée à couvrir une perte prévisible et utilisée à l'apurement comptable de la perte éprouvée. ».

Art. 24. L'article 199 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 199. A l'exclusion des revenus visés à l'article 21, 5° et 6°, et des libéralités faites sous la forme d'oeuvres d'art visées à l'article 104, 5°, b, les revenus exonérés en vertu du présent Code ou de dispositions légales particulières, qui sont compris dans les bénéfices de la période imposable, sont, pour la détermination du revenu imposable, déduits desdits bénéfices. ».

Art. 25. A l'article 203 du même Code, remplacé par l'article 26 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 2, les mots "en vertu de l'article 192. » sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 192, § 1^{er}.";

2° dans le texte néerlandais du § 2, alinéa 3, les mots "rechtmatige financiële en economische behoeften" sont remplacés par les mots "rechtmatige financiële of economische behoeften".

Art. 26. Dans l'article 206, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1993, les mots "en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2," sont remplacés par les mots "en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 3,".

Art. 27. L'article 210, § 2, du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 6 août 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle société et en cas de scission par absorption ou par constitution de nouvelles sociétés, réalisées conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, dans le chef de la société absorbante ou bénéficiaire :

— le capital libéré par l'apport est censé correspondre à la valeur réelle de l'avoir social, visée à l'alinéa précédent, qui est apporté à cette société, dans la mesure où les apports sont rémunérés par des actions ou parts nouvelles, émises à cette fin;

Art. 22. In artikel 192 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 28 december 1992 en bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden "eveneens de" en "meerwaarden" de woorden "niet in artikel 45, eerste lid, bedoelde" ingevoegd;

2° in het artikel waarvan de aldus gewijzigde tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Wanneer met betrekking tot verrichtingen als vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, de herbelegging als bedoeld in artikel 47 deel uitmaakt van de inbreng of, in voorkomend geval, wanneer de inbrengverwrijgende vennootschap zich onherroepelijk verbonden heeft die herbelegging te verwezenlijken, wordt het op het ogenblik van de verrichting voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarde als vermeld in artikel 47, ten name van de vroegere belastingplichtige volledig vrijgesteld, onverminderd de toepassing betreffende die meerwaarde, van de bepalingen van artikel 190 ten name van de inbrengverwrijgende vennootschap. Het boekhoudkundig uitdrukken van die meerwaarde ten name van de inbrengverwrijgende vennootschap blijft zonder invloed op de vaststelling van het resultaat van het belastbaar tijdperk. ».

Art. 23. In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 5 van de wet van 22 juli 1993, bij artikel 7 van de wet van 27 december 1993, bij artikel 28 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 11 van de wet van 20 december 1995 en bij artikel 24 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 5°, wordt opgeheven;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Uitsluitend voor de toepassing van het eerste lid, 7°, worden, in afwijking van artikel 184, toch als gestort kapitaal aangemerkt, de verminderingen van gestort kapitaal die voorheen zijn gedaan om geleden verliezen boekhoudkundig aan te zuiveren of om een reserve tot dekking van een voorzienbaar verlies te vormen waarmede het geleden verlies boekhoudkundig is aangezuiverd. ».

Art. 24. Artikel 199 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 199. Met uitzondering van de in artikel 21, 5° en 6°, vermelde inkomsten en van de in artikel 104, 5°, b, vermelde giften in de vorm van kunstwerken worden, bij het bepalen van het belastbare inkomen, krachtens dit Wetboek of krachtens bijzondere wettelijke bepalingen vrijgestelde inkomsten die begrepen zijn in de winst van het belastbare tijdperk, van die winst afgetrokken. ».

Art. 25. In artikel 203 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, worden de woorden "krachtens artikel 192" vervangen door de woorden "krachtens artikel 192, § 1.";

2° in § 2, derde lid, worden de woorden "rechtmatige financiële en economische behoeften" vervangen door de woorden "rechtmatige financiële of economische behoeften".

Art. 26. In artikel 206, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 6 augustus 1993, worden de woorden "met toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid," vervangen door de woorden "met toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2° en derde lid,".

Art. 27. Artikel 210, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 6 augustus 1993, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij fusie door overneming of door oprichting van een nieuwe vennootschap en bij splitsing door overneming of door oprichting van nieuwe vennootschappen, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, wordt ten name van de overnemende of verwrijgende vennootschap :

— het door de inbreng gestorte kapitaal geacht overeen te stemmen met de werkelijke waarde van het maatschappelijk vermogen als bedoeld in het vorige lid, dat bij deze vennootschap is ingebracht, voor zover de inbrengen worden vergoed met nieuwe aandelen die daartoe worden uitgegeven;

— la valeur d'investissement des éléments apportés est censée correspondre à la valeur réelle qu'ils avaient dans le chef de la société absorbée ou scindée à la date où l'opération s'est réalisée. »

Art. 28. A l'article 211 du même Code, remplacé par l'article 3 de la loi du 6 août 1993 et modifié par l'article 102 de la loi du 21 décembre 1994 et par l'article 5 de la loi du 16 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les plus-values visées aux articles 44, § 1^{er}, 1° et 47, qui sont exonérées au moment de l'opération, les subsides en capital visés à l'article 362 qui, au moment de l'opération, ne sont pas encore considérés comme des bénéfiques, ainsi que les plus-values réalisées ou constatées à l'occasion de cette opération, n'interviennent pas pour l'imposition prévue à l'article 208, alinéa 2, ou à l'article 209; »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots "émises en rémunération des apports" sont remplacés par les mots "émises à cette fin";

3° dans le § 2, alinéa 2, les mots "réserves immunisées" sont remplacés par les mots "réserves exonérées";

4° le § 2, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« Aucune réduction n'est imputée sur les plus-values et subsides en capital visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ni aux réductions de valeur et provisions exonérées visées à l'article 48, qui se retrouvent comme telles dans la comptabilité des sociétés absorbantes ou bénéficiaires. ».

Art. 29. A l'article 212 du même Code, remplacé par l'article 4 de la loi du 6 août 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "subsides en capital" sont insérés entre les mots "déductions pour investissement," et les mots "moins-values ou plus-values";

2° dans l'alinéa 2, le mot "subsides" est remplacé par les mots "subsides en capital";

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent Code, les plus-values visées à l'article 211, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° réalisées ou constatées à l'occasion de cette opération sont considérées comme non réalisées. ».

Art. 30. Dans l'article 213 du même Code, remplacé par l'article 5 de la loi du 6 août 1993, les mots "les réserves taxées et immunisées" sont remplacés par les mots "les réserves taxées et exonérées".

Art. 31. A l'article 215 du même Code, modifié par l'article 22 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 10 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 7 de la loi du 22 juillet 1993 et par l'article 30 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et partiellement annulé par les arrêts de la Cour d'arbitrage des 1^{er} juin 1994 et 14 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° aux sociétés, autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, qui détiennent des actions ou parts dont la valeur d'investissement excède 50 p.c., soit de la valeur réévaluée du capital libéré, soit du capital libéré augmenté des réserves taxées et des plus-values comptabilisées. La valeur des actions ou parts et le montant du capital libéré, des réserves et des plus-values sont à envisager à la date de clôture des comptes annuels de la société détentrice des actions ou parts. Pour déterminer si la limite de 50 p.c. est dépassée, il n'est pas tenu compte des actions ou parts qui représentent au moins 75 p.c. du capital libéré de la société qui a émis les actions ou parts; »;

2° l'alinéa 3, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° aux sociétés, autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, qui n'allouent pas à au moins un de leurs dirigeants d'entreprise une rémunération à charge du résultat de la période imposable égale ou supérieure au revenu imposable de la société lorsque cette rémunération n'atteint pas 1 000 000 de francs; »;

3° l'alinéa 4 est rapporté.

— de aanschaffingswaarde van de ingebrachte bestanddelen geacht overeen te stemmen met de werkelijke waarde die zij hadden bij de overgenomen of gesplitste vennootschap op de datum waarop de verrichting heeft plaatsgevonden. »

Art. 28. In artikel 211 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993 en gewijzigd bij artikel 102 van de wet van 21 december 1994 en bij artikel 5 van de wet van 16 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° komen de meerwaarden als vermeld in de artikelen 44, § 1, 1°, en 47, die op het ogenblik van de verrichting zijn vrijgesteld, de kapitaalsubsidies vermeld in artikel 362, die op het ogenblik van de verrichting nog niet als winst worden aangemerkt, alsmede de meerwaarden die naar aanleiding van die verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld, niet in aanmerking voor belastingheffing ingevolge artikel 208, tweede lid, of artikel 209; »;

2° in de Franse tekst van § 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "émises en rémunération des apports" vervangen door de woorden "émises à cette fin";

3° in de Franse tekst van § 2, tweede lid, worden de woorden "réserves immunisées" vervangen door de woorden "réserves exonérées";

4° paragraaf 2, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Geen enkele vermindering wordt aangerekend op de in § 1, eerste lid, 1°, vermelde meerwaarden en kapitaalsubsidies, noch op de in artikel 48 vermelde vrijgestelde waardeverminderingen en voorzieningen die als dusdanig in de boekhouding van de overnemende of verkrijgende vennootschappen worden teruggevonden. ».

Art. 29. In artikel 212 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 4 van de wet van 6 augustus 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen het woord "investeringsaftrekken," en de woorden "minderwaarden of meerwaarden" het woord "kapitaalsubsidies," ingevoegd;

2° in het tweede lid wordt het woord "subsidiës" vervangen door het woord "kapitaalsubsidies";

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van dit Wetboek worden de in artikel 211, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde meerwaarden die naar aanleiding van die verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld, geacht niet te zijn verwezenlijkt. ».

Art. 30. In de Franse tekst van artikel 213 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 5 van de wet van 6 augustus 1993, worden de woorden "les réserves taxées et immunisées" vervangen door de woorden "les réserves taxées et exonérées".

Art. 31. In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 10 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 7 van de wet van 22 juli 1993 en bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 en gedeeltelijk vernietigd bij de arresten van het Arbitragehof van 1 juni 1994 en 14 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° op vennootschappen, andere dan door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen, die aandelen bezitten waarvan de beleggingswaarde meer bedraagt dan 50 pct., hetzij van de gerevalueerde waarde van het gestorte kapitaal, hetzij van het gestort kapitaal verhoogd met de belaste reserves en de geboekte meerwaarden. In aanmerking komen de waarde van de aandelen en het bedrag van het gestorte kapitaal, de reserves en de meerwaarden op de dag waarop de vennootschap die de aandelen bezit haar jaarrekening heeft opgesteld. Om te bepalen of de grens van 50 pct. overschreden is, worden de aandelen, die ten minste 75 pct. vertegenwoordigen van het gestorte kapitaal van de vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven, niet in aanmerking genomen; »;

2° het derde lid, 4°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° op vennootschappen, andere dan door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen, die ten laste van het resultaat van het belastbare tijdperk niet aan ten minste één van hun bedrijfsleiders een bezoldiging hebben toegekend die gelijk is aan of hoger is dan het belastbare inkomen van de vennootschap, wanneer die bezoldiging minder bedraagt dan 1 000 000 frank; »;

3° het vierde lid wordt ingetrokken.

Art. 32. L'article 216, 2°, du même Code, remplacé par l'article 35 de la loi du 28 décembre 1992 et modifié par l'article 29 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant coordination des dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à 5 p.c. :

a) pour les sociétés commerciales locales et les fédérations régionales ou professionnelles de ces sociétés, admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en vertu du statut de la S.A. Crédit professionnel;

b) pour les sociétés de logement suivantes : la Société nationale du logement, la Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, la Société régionale wallonne du logement, la Société régionale bruxelloise du logement, la Société nationale terrienne, la Vlaamse Landmaatschappij et les sociétés agréées par celles-ci, les sociétés coopératives "Woningfonds van de Bond der kroostrijke gezinnen van België", "Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen", "Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique", "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" et "Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise" ainsi que les sociétés anonymes ou coopératives agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite qui ont pour objet exclusif de consentir des prêts en vue de la construction, de l'achat ou de l'aménagement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, ainsi que de leur équipement mobilier approprié; ».

Art. 33. L'article 221, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° des revenus et produits de capitaux et biens mobiliers, y compris les premières tranches de revenus visées à l'article 21, 5° et 6°, ainsi que des revenus divers visés à l'article 90, 5° à 7°. ».

Art. 34. L'article 228, § 2, 3°, e, du même Code, remplacé par l'article 5 de la loi du 30 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« e) de la qualité d'associé dans des sociétés, groupements ou associations qui sont censés être des associations sans personnalité juridique en vertu de l'article 29, § 2; ».

Art. 35. L'article 231, § 3, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1996, est rapporté.

Art. 36. Dans l'article 238 du même Code, les mots "l'article 198, 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'article 198, alinéa 1^{er}, 1^{er}".

Art. 37. Dans l'article 241, 2°, du même Code, modifié par l'article 85 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 4 de la loi du 14 juillet 1997, les mots "l'article 104, 3°, a à i, 4°, 4° bis et 5^{or}" sont remplacés par les mots "l'article 104, 3°, a à j, 4°, 4° bis et 5^{or}".

Art. 38. L'article 246, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 30 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° sans préjudice de l'application de l'article 218, l'impôt est calculé suivant les taux et règles prévus à l'article 215 étant entendu que, pour ce qui concerne les règles fixées audit article 215, alinéas 2 et 3, 4°, seuls sont pris en considération les bénéficiaires visés à l'article 233, alinéa 1^{er}; ».

Art. 39. Dans l'article 253, 2°, du même Code, remplacé par l'article 38 de la loi du 6 juillet 1994, les mots "à l'article 231, 1^{er}" sont remplacés par les mots "à l'article 231, § 1^{er}, 1^{er}".

Art. 40. L'article 261, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les intermédiaires établis en Belgique qui interviennent à quelque titre que ce soit dans le paiement de revenus de capitaux et biens mobiliers d'origine étrangère ou de lots afférents à des titres d'emprunts d'origine étrangère, à moins qu'il leur soit justifié que la retenue du précompte a été effectuée par un précédent intermédiaire; ».

Art. 41. Dans l'article 262, 5°, du même Code, remplacé par l'article 6 de la loi du 20 mars 1996, les mots "même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une offre publique en Belgique," sont rapportés.

Art. 42. Dans l'article 269, alinéa 3, c, du même Code, remplacé par l'article 20 de la loi du 30 mars 1994, les mots "autres que les dividendes visés à l'article 21, 2^{or}" sont supprimés.

Art. 32. Artikel 216, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 35 van de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 december 1996 houdende coördinatie van wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° 5 pct :

a) voor de plaatselijke handelsvennootschappen en de gewestelijke of beroepsverenigingen van die vennootschappen, die tot uitvoering van het statuut van de N.V. Beroepskrediet krediet voor ambachtsoutillage mogen verstrekken;

b) voor vennootschappen voor huisvesting zijnde de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, de Société régionale Wallonne du logement, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, de Nationale Landmaatschappij, de Vlaamse Landmaatschappij en de door hen erkende maatschappijen, de coöperatieve vennootschappen Woningfonds van de Bond der kroostrijke gezinnen van België, Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique, Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie en Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest, zomede door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas erkende naamloze of coöperatieve vennootschappen die uitsluitend ten doel hebben leningen toe te staan voor het bouwen, het aankopen of het inrichten van sociale woningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen, of voor de uitrusting daarvan met geschikt meubilair; ».

Art. 33. Artikel 221, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen, met inbegrip van de in artikel 21, 5° en 6°, vermelde eerste inkomstschijven, evenals in artikel 90, 5° tot 7°, vermelde diverse inkomsten. ».

Art. 34. Artikel 228, § 2, 3°, e, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 5 van de wet van 30 januari 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« e) uit de hoedanigheid van vennoot in vennootschappen, samenwerkingsverbanden of verenigingen die krachtens artikel 29, § 2, worden geacht verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid te zijn; ».

Art. 35. Artikel 231, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 3 van de wet van 30 januari 1996, wordt ingetrokken.

Art. 36. In artikel 238 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "artikel 198, 1^{or}" vervangen door de woorden "artikel 198, eerste lid, 1^{or}".

Art. 37. In artikel 241, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 85 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 4 van de wet van 14 juli 1997, worden de woorden "artikel 104, 3°, a tot i, 4°, 4° bis en 5^{or}" vervangen door de woorden "artikel 104, 3°, a tot j, 4°, 4° bis en 5^{or}".

Art. 38. Artikel 246, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 30 januari 1996 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° onverminderd de toepassing van artikel 218, wordt de belasting berekend volgens de tarieven en regels bepaald in artikel 215, met dien verstande dat, met betrekking tot de in dat artikel 215, tweede en derde lid, 4°, vastgestelde regels, alleen de winst vermeld in artikel 233, eerste lid, in aanmerking wordt genomen; ».

Art. 39. In artikel 253, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 38 van de wet van 6 juli 1994, worden de woorden "in artikel 231, 1^{er}," vervangen door de woorden "in artikel 231, § 1, 1^{er},".

Art. 40. Artikel 261, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° door de in België gevestigde tussenpersonen die op enige wijze zijn betrokken bij de uitbetaling van inkomsten van roerende goederen en kapitalen van buitenlandse oorsprong of loten van effecten van leningen van buitenlandse oorsprong, tenzij hun wordt bewezen dat een vorige tussenpersoon de voorheffing heeft ingehouden; ».

Art. 41. In artikel 262, 5°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 6 van de wet van 20 maart 1996, worden de woorden "zelfs indien ze niet betrokken waren bij een openbaar aanbod in België," ingetrokken.

Art. 42. In artikel 269, derde lid, c, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 20 van de wet van 30 maart 1994, worden de woorden "die geen dividenden zijn als vermeld in artikel 21, 2^{or}" geschrapt.

Art. 43. L'article 270, 1°, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les contribuables visés aux articles 3, 179 ou 220, qui, à titre de débiteur, dépositaire, mandataire ou intermédiaire, paient ou attribuent en Belgique ou à l'étranger des rémunérations, pensions, rentes et allocations, de même que les non-résidents visés à l'article 227 pour lesquels les rémunérations, pensions, rentes et allocations qu'ils paient ou attribuent en Belgique ou à l'étranger constituent des frais professionnels au sens de l'article 237; ».

Art. 44. A l'article 294 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "aux articles 243 à 245 et 246, 1°," sont remplacés par les mots "aux articles 243 à 245 et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,";

2° dans l'alinéa 2, les mots "aux articles 243 à 246, 1°" sont remplacés par les mots "aux articles 243 à 245 et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,";

3° dans l'alinéa 3, les mots "à l'article 246, 2°" sont remplacés par les mots "à l'article 246, alinéa 1^{er}, 2°".

Art. 45. Dans l'article 313, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 8 de la loi du 16 avril 1997, les mots "biens immobiliers" sont remplacés par les mots "biens mobiliers".

Art. 46. L'article 362 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'en ce qui concerne des opérations visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des actifs subsidiés font partie de l'apport, la partie des subsides en capital qui n'a pas encore été considérée comme bénéficiaire au moment de l'opération, est totalement exonérée dans le chef de l'ancien contribuable, sans préjudice de l'application de l'alinéa 1^{er}, dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport. L'expression comptable des subsides en capital dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport reste sans incidence sur la détermination du résultat de la période imposable. ».

Art. 47. A l'article 414 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "d'un intérêt fixé à 0,8 p.c. par mois civil" sont remplacés par les mots "de l'intérêt légal, calculé par mois civil";

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 48. A l'article 418 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "au taux de 0,8 p.c. par mois civil" sont remplacés par les mots "au taux de l'intérêt légal, calculé par mois civil";

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 49. L'article 440, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Moyennant l'accord du redevable, les banques soumises à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, les entreprises soumises à l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, ainsi que les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, sont autorisées à adresser l'avis prévu à l'article 433 et qualifiées pour recevoir la notification visée à l'article 434. ».

Art. 50. L'article 442bis du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 442bis. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 433 à 440 du présent Code, la cession, en propriété ou en usufruit, d'un ensemble de biens, composés entre autres d'éléments qui permettent de retenir la clientèle, affectés à l'exercice d'une profession libérale, charge ou office, ou d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole ainsi que la constitution d'un usufruit sur les mêmes biens n'est opposable aux receveurs des contributions qu'à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel une copie de l'acte translatif ou constitutif certifiée conforme à l'original a été notifiée au receveur du domicile ou du siège social du cédant.

Art. 43. Artikel 270, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de in de artikelen 3, 179 of 220 vermelde belastingplichtigen die als schuldenaar, bewaarder, mandataris of tussenpersoon in België of in het buitenland bezoldigingen, pensioenen, renten en toelagen betalen of toekennen, evenals de in artikel 227 vermelde niet-inwoners voor wie de bezoldigingen, pensioenen, renten en toelagen die ze in België of in het buitenland betalen of toekennen, beroepskosten zijn in de zin van artikel 237; ».

Art. 44. In artikel 294 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "in de artikelen 243 tot 245 en 246, 1°" vervangen door de woorden "in de artikelen 243 tot 245 en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,";

2° in het tweede lid, worden de woorden "de artikelen 243 tot 246, 1°" vervangen door de woorden "de artikelen 243 tot 245 en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid";

3° in het derde lid, worden de woorden "artikel 246, 2°" vervangen door de woorden "artikel 246, eerste lid, 2°".

Art. 45. In de Franse tekst van artikel 313, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 8 van de wet van 16 april 1997, worden de woorden "biens immobiliers" vervangen door de woorden "biens mobiliers".

Art. 46. Artikel 362 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer met betrekking tot verrichtingen als vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, gesubsidieerde activa deel uitmaken van de inbreng wordt het gedeelte van de kapitaalsubsidie dat, op het ogenblik van de verrichting, nog niet als winst werd aangemerkt ten name van de vroegere belastingplichtige volledig vrijgesteld, onverminderd de toepassing van het eerste lid ten name van de inbrengverrijgende vennootschap. Het boekhoudkundig uitdrukken van die kapitaal-subsidie ten name van de inbrengverrijgende vennootschap blijft zonder invloed op de vaststelling van het resultaat van het belastbaar tijdperk. ».

Art. 47. In artikel 414 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "een intrest op die is vastgesteld op 0,8 pct. per kalendermaand" vervangen door de woorden "de wettelijke intrest op, berekend per kalendermaand";

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 48. In artikel 418 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "tegen een rentevoet van 0,8 pct. per kalendermaand" vervangen door de woorden "tegen de wettelijke rentevoet, berekend per kalendermaand";

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 49. Artikel 440, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met het akkoord van de belastingschuldige zijn de banken onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, de ondernemingen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, zomede de hypotheekondernemingen onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, gemachtigd het in artikel 433 bedoelde bericht toe te sturen en bekwaam om de in artikel 434 bedoelde kennisgeving te ontvangen. ».

Art. 50. Artikel 442bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art 442bis. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 433 tot 440, is de overdracht in eigendom of in vruchtgebruik, van een geheel van goederen, samengesteld uit onder meer elementen die het behoud van de clientèle mogelijk maken, die voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post of een industrieel, handels- of landbouwbedrijf worden aangewend, evenals de vestiging van een vruchtgebruik op dezelfde goederen, niet tegenstelbaar aan de ontvangers van de belastingen dan na verloop van de maand die volgt op die waarin een met het origineel eensluidend afschrift van de akte tot overdracht of vestiging ter kennis is gebracht van de ontvanger van de woonplaats of van de maatschappelijk zetel van de overdrager.

§ 2. Le cessionnaire est solidairement responsable du paiement des dettes fiscales dues par le cédant à l'expiration du délai visé au § 1^{er}, à concurrence du montant déjà payé ou attribué par lui ou d'un montant correspondant à la valeur nominale des actions ou parts attribuées en contrepartie de la cession, avant l'expiration dudit délai.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables si le cédant joint à l'acte de cession un certificat établi exclusivement à cette fin par le receveur des contributions visé au § 1^{er} dans les trente jours qui précèdent la notification de la convention.

La délivrance de ce certificat est subordonnée à l'introduction par le cédant d'une demande en double exemplaire auprès du receveur des contributions du domicile ou du siège social du cédant.

Le certificat sera refusé par le receveur si, à la date de la demande, il a été établi à charge du cédant une imposition qui constitue une dette certaine et liquide ou si la demande est introduite après l'annonce ou au cours d'un contrôle fiscal ou après l'envoi d'une demande de renseignements relative à sa situation fiscale.

Le certificat est soit délivré soit refusé dans un délai de trente jours à partir de l'introduction de la demande du cédant.

§ 4. Ne sont pas soumises aux dispositions du présent article les cessions réalisées par un curateur, un commissaire du sursis ou dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, d'apport d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité réalisée conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 5. La demande et le certificat visés au présent article sont établis conformément aux modèles arrêtés par le Ministre des Finances. » .

Art. 51. A l'article 463bis, § 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 22 de la loi du 22 juillet 1993 et modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1994, par l'article 106 de la loi du 21 décembre 1994 et par l'article 21 de la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "aux articles 219 et 246, 2°;" et les mots "et 246, alinéa 1^{er}," sont respectivement remplacés par les mots "aux articles 219 et 246, alinéa 1^{er}, 2°;" et par les mots "et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,;"

2° dans l'alinéa 2, les mots "et 246, alinéa 1^{er}," sont remplacés par les mots "et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,;"

Art. 52. Dans le titre VIII du même Code, il est inséré un chapitre III, comprenant un article 470bis, rédigé comme suit :

« Chapitre III. — Règles particulières de recouvrement

Art. 470bis. L'administration des contributions directes attribue aux provinces, aux communes et aux agglomérations de communes les recettes pour ordre réalisées à leur profit, déduction faite des dégrèvements liquidés pour leur compte au cours du mois de la perception de ces recettes.

Lorsque les dégrèvements liquidés au cours d'un mois à charge d'une province, d'une commune ou d'une agglomération de communes excèdent les recettes qui ont été perçues au cours du même mois par l'administration des contributions directes pour le compte de ce pouvoir, cet excédent constitue pour ladite administration une créance recouvrable dans le chef de la province, de la commune ou de l'agglomération de communes.

La créance précitée est recouvrée par prélèvement d'office sur l'attribution des recettes du mois qui suit celui d'imputation des dégrèvements; ce délai d'un mois est financé par l'administration de la trésorerie.

Avant de procéder au prélèvement d'office précité, l'administration des contributions directes notifie le montant de sa créance à la province, à la commune ou à l'agglomération de communes.

Lorsque le montant des recettes attribuées durant le mois qui suit celui d'imputation des dégrèvements est insuffisant pour couvrir le montant de la créance qui subsiste après application de l'alinéa 3, ce dernier montant est apuré en débitant d'office le compte financier que la province, la commune ou l'agglomération de communes a désigné pour le versement des recettes perçues pour son compte.

§ 2. De overnemer is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingschulden verschuldigd door de overdrager na verloop van de in § 1 vermelde termijn, tot beloop van het bedrag dat reeds door hem is gestort of verstrekt, of van een bedrag dat overeenstemt met de nominale waarde van de aandelen die in ruil voor de overdracht zijn toegekend vóór de afloop van de voornoemde termijn.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de overdrager bij de akte van overdracht een certificaat voegt dat uitsluitend met dit doel is opgemaakt door de in § 1 bedoelde ontvanger van de belastingen binnen dertig dagen die de kennisgeving van de overeenkomst voorafgaan.

De uitreiking van dit certificaat is afhankelijk van een door de overdrager ingediende aanvraag in tweevoud bij de bevoegde ontvanger van de belastingen van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager.

Het certificaat wordt geweigerd door de ontvanger indien op de dag van de aanvraag een aanslag ten laste van de overdrager werd gevestigd die een zekere en vaststaande schuld vormt of indien de aanvraag is ingediend na de aankondiging van of tijdens een belastingonderzoek of na het verzenden van een vraag om inlichtingen met betrekking tot zijn belastingstoestand.

Het certificaat wordt ofwel uitgereikt ofwel geweigerd binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van de vraag van de overdrager.

§ 4. Niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel zijn de overdrachten die worden uitgevoerd door een curator, een commissaris inzake opschorting of in geval van fusie, splitsing, inbreng van de algemeenheid van goederen of van een tak van werkzaamheid verricht overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

§ 5. De in dit artikel bedoelde aanvraag en het in dit artikel bedoelde certificaat worden opgemaakt overeenkomstig de door de Minister van Financiën vastgestelde modellen. » .

Art. 51. In artikel 463bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 22 van de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 30 maart 1994, bij artikel 106 van de wet van 21 december 1994 en bij artikel 21 van de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "in de artikelen 219 en 246, 2°;" en de woorden "en 246, eerste lid," respectievelijk vervangen door de woorden "in de artikelen 219 en 246, eerste lid, 2°;" en de woorden "en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,;"

2° in het tweede lid worden de woorden "en 246, eerste lid," vervangen door de woorden "en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,;"

Art. 52. In titel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk III, met een artikel 470bis, ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Hoofdstuk III. — Bijzondere invorderingsregels

Art. 470bis. De administratie van de directe belastingen kent aan de provincies, de gemeenten en agglomeraties van gemeenten de voor hun rekening verwezenlijkte ontvangsten voor orde toe, verminderd met de ontheffingen die voor hun rekening worden uitbetaald tijdens de maand van de inning van die ontvangsten.

Wanneer de ontheffingen die in de loop van een maand zijn betaald ten laste van een provincie, gemeente of agglomeratie van gemeenten, meer bedragen dan de ontvangsten die door de administratie van de directe belastingen gedurende diezelfde maand voor rekening van die overheid werden geïnd, vormt dat excédent voor genoemde administratie een in hoofde van de provincie, gemeente of agglomeratie van gemeenten terugvorderbare schuldvordering.

De voormelde schuldvordering wordt ingevorderd door ambtshalve inhouding op de toekenning van de ontvangsten van de maand die volgt op die van de verrekening van de ontheffingen; dat uitstel van één maand wordt door de administratie van de thesaurie gefinancierd.

Alvorens over te gaan tot de voormelde ambtshalve inhouding, geeft de administratie van de directe belastingen kennis van het bedrag van haar schuldvordering aan de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten.

Indien het bedrag van de ontvangsten toegekend gedurende de maand die volgt op die van de verrekening van de ontheffing ontoereikend is om het bedrag van de schuldvordering dat overblijft na toepassing van het derde lid te vrijwaren, wordt dat laatste bedrag aangezuiverd door een ambtshalve debitering van de financiële rekening die de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten heeft aangeduid voor de storting van de voor haar rekening geïnde ontvangsten.

L'administration des contributions directes notifie préalablement à la province, à la commune, à l'agglomération de communes ainsi qu'à l'établissement de crédit, le montant de la créance à apurer.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article. ».

Art. 53. Dans l'article 519*bis*, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 48 de la loi du 28 juillet 1992, les mots "l'article 190, alinéa 2," sont remplacés par les mots "l'article 190, alinéa 4," et les mots "à l'alinéa 1^{er} de cet article 190" sont remplacés par les mots "à l'article 190, alinéas 1^{er} à 3^o".

Art. 54. A l'article 524 du même Code, inséré par l'article 6 de la loi du 27 octobre 1997, le mot "1996" est remplacé par le mot "1998".

CHAPITRE II

Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 55. A l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994, les mots "et 422 à 442" sont remplacés par les mots ", 422 à 442 et 470*bis*".

CHAPITRE III

Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 56. A l'article 19 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par les lois des 13 août 1947, 12 juillet 1960, 5 juillet 1963 et 3 juillet 1972 et l'arrêté royal du 12 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 7° est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, les mots "les n^{os} 2, 3, 5 et 7" sont remplacés par les mots "les n^{os} 2, 3 et 5".

Art. 57. Dans l'article 21¹ du même Code, renuméroté par la loi du 13 août 1947 et modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3° ou 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2° ou 3°".

Art. 58. L'article 31, alinéa 1^{er}, 1^o*ter*, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 59. L'article 32, 9°, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 60. L'article 33, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 61. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, 6°, du même Code, modifié par la loi du 14 avril 1965 et l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3°, 5° et 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2°, 3° et 5°".

Art. 62. Dans l'article 170, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3° ou 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2° ou 3°".

Art. 63. L'article 83 du même Code, modifié par la loi du 13 août 1947 et la loi du 23 décembre 1958, est complété comme suit :

« Ce droit n'est toutefois pas dû en cas d'application de l'article 140*bis*. ».

Art. 64. L'article 92² du même Code, inséré par l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, est complété comme suit :

« Ce droit n'est toutefois pas dû en cas d'application de l'article 140*bis*. ».

Art. 65. L'article 117 du même Code, modifié par la loi du 12 août 1985, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Le droit prévu à l'article 115 n'est de même pas dû pour les apports d'actions ou de parts représentatives de droits sociaux ayant pour effet que la société à qui est fait l'apport obtient au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts sont apportées.

Lorsque ce pourcentage est acquis à la suite de plusieurs opérations d'apport, seuls les apports permettant d'atteindre ce pourcentage ainsi que les apports subséquents bénéficient de l'application du présent paragraphe.

De administratie van de directe belastingen geeft vooraf kennis aan de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten, alsmede aan de kredietinstelling van het bedrag van de schuldvordering dat moet worden aangezuiverd.

De Koning stelt de nadere regels vast die nodig zijn voor de toepassing van dit artikel. ».

Art. 53. In artikel 519*bis*, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 48 van de wet van 28 juli 1992, worden de woorden "artikel 190, tweede lid," vervangen door de woorden "artikel 190, vierde lid," en worden de woorden "het eerste lid van dit artikel 190" vervangen door de woorden "artikel 190, eerste tot derde lid".

Art. 54. In artikel 524 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 27 oktober 1997, wordt het woord "1996" vervangen door het woord "1998".

HOOFDSTUK II

Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 55. In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen door het koninklijk besluit van 29 maart 1994, worden de woorden "en 422 tot 442" vervangen door de woorden ", 422 tot 442 en 470*bis*".

HOOFDSTUK III

Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 56. In artikel 19 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947, 12 juli 1960, 5 juli 1963 en 3 juli 1972 en het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 7° opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "nrs. 2, 3, 5 en 7" vervangen door de woorden "nrs. 2, 3 en 5".

Art. 57. In artikel 21¹ van hetzelfde Wetboek, hernummerd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3° of 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2° of 3°".

Art. 58. Artikel 31, eerste lid, 1^o*ter*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 59. Artikel 32, 9° van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 60. Artikel 33, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 61. In artikel 35, eerste lid, 6°, van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 14 april 1965 en het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3°, 5° en 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2°, 3° en 5°".

Art. 62. In artikel 170, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3° of 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2° of 3°".

Art. 63. Artikel 83 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947 en de wet van 23 december 1958, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit recht is evenwel niet verschuldigd in geval van toepassing van artikel 140*bis*. ».

Art. 64. Artikel 92² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit recht is evenwel niet verschuldigd in geval van toepassing van artikel 140*bis*. ».

Art. 65. Artikel 117 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. Het bij artikel 115 bepaalde recht is eveneens niet verschuldigd in geval van inbreng van aandelen of deelbewijzen die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen, die tot gevolg heeft dat de vennootschap bij wie de inbreng gebeurt, ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal verwerft van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht.

Wanneer dat percentage ten gevolge van verscheidene inbrengen is bereikt, is deze paragraaf alleen toepasselijk op de inbrengen die het bereiken van het percentage mogelijk hebben gemaakt, alsmede op de daaropvolgende inbrengen.

L'application du présent paragraphe est en outre subordonnée aux conditions suivantes :

1° la société acquéreuse et la société dont les actions ou parts sont apportées doivent toutes deux avoir leur siège de direction effectif ou leur siège statutaire sur le territoire d'un Etat membre des Communautés européennes;

2° l'apport doit être rémunéré exclusivement par l'émission d'actions ou parts nouvelles de la société acquéreuse, accompagné d'un versement en espèces ne dépassant pas le dixième de la valeur nominale des actions ou parts attribuées;

3° l'acte d'apport doit porter la mention que la société acquéreuse obtient à l'occasion de cet apport au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts sont apportées;

4° une attestation d'un réviseur d'entreprise confirmant le fait énoncé conformément au présent alinéa, 3°, doit être annexée à l'acte.

A défaut de respect d'une des conditions de l'application du présent paragraphe au plus tard lors de la présentation de l'acte de formalité, ce dernier est enregistré au droit ordinaire. ».

Art. 66. Dans l'article 121, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 14 avril 1965, les mots "et la transformation d'une association sans but lucratif en une société à finalité sociale" sont insérés entre les mots "d'une espèce différente" et ". Cette disposition".

Art. 67. Dans le Titre Ier, chapitre IV, section XII du même Code, il est inséré une sous-section première comprenant les articles 131 à 140 actuels, rédigée comme suit :

« Sous-section première. — Dispositions générales ».

Art. 68. Dans le Titre Ier, chapitre IV, section XII du même Code, il est inséré une sous-section II comprenant les articles 140*bis* à 140*octies*, rédigée comme suit :

« Sous-section II. — Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises

Art. 140*bis*. Le droit fixé à l'article 131 est réduit à 3 p.c. pour :

1° les conventions constatées par acte authentique ayant pour objet la transmission à titre gratuit de la pleine propriété d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité au moyen desquelles s'exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office.

Le droit fixé à l'article 131 reste néanmoins applicable aux transmissions de biens immeubles affectés ou destinés partiellement ou totalement à l'habitation;

2° les conventions constatées par acte authentique ayant pour objet la transmission à titre gratuit de la pleine propriété d'actions ou parts d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui a pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office.

Art. 140*ter*. La réduction du droit établie par l'article 140*bis* est subordonnée aux conditions suivantes :

1° le donateur et le donataire doivent être des personnes physiques;

2° en cas d'application de l'article 140*bis*, 1° :

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donateur et le donataire doit énoncer expressément :

a) que la donation porte sur la pleine propriété d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité au moyen desquelles s'exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office;

b) dans le cas où la donation comprend des biens immeubles, si ceux-ci sont ou non affectés ou destinés partiellement ou totalement à l'habitation;

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire doit, en outre, énoncer expressément :

a) que le donataire s'engage à poursuivre l'activité pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation;

Bovendien vindt deze paragraaf alleen toepassing wanneer voldaan is aan de volgende voorwaarden :

1° de vennootschap die verkrijgt en de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht, moeten beide hun zetel der werkelijke leiding of hun statutaire zetel hebben op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Gemeenschappen;

2° de inbreng moet uitsluitend door uitgifte van aandelen of nieuwe deelbewijzen van de verkrijgende vennootschap vergoed worden, samen met een storting in contanten die het tiende van de nominale waarde van de toegekende maatschappelijke aandelen of deelbewijzen niet overschrijdt;

3° de akte van inbreng moet vermelden dat bij de inbreng ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht, door de verwervende vennootschap wordt verkregen;

4° een attest van een bedrijfsrevisor dat het vermelde feit overeenkomstig het 3° van dit lid bevestigt, moet aan de akte worden aangehecht.

In geval van niet-nakoming van een van de toepassingsvoorwaarden van deze paragraaf uiterlijk wanneer de akte ter formaliteit wordt aangeboden, wordt deze akte tegen het gewoon recht geregistreerd. ».

Art. 66. In artikel 121, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 14 april 1965, worden tussen de woorden "van een verschillende soort" en ". Deze bepaling" de woorden "en de omzetting van een vereniging zonder winstoogmerk in een vennootschap met een sociaal oogmerk" ingevoegd.

Art. 67. In titel I, hoofdstuk IV, afdeling XII van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling I ingevoegd die de huidige artikelen 131 tot 140 bevat, luidend als volgt :

« Onderafdeling I. — Algemene bepalingen ».

Art. 68. In titel I, hoofdstuk IV, afdeling XII van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling II ingevoegd die de artikelen 140*bis* tot 140*octies* bevat, luidend als volgt :

« Onderafdeling II. — Bijzondere bepalingen voor schenkingen van ondernemingen

Art. 140*bis*. Het bij artikel 131 vastgestelde recht wordt verlaagd tot 3 pct. voor :

1° de bij authentieke akte vastgestelde overeenkomsten die de overdracht ten kosteloze titel vaststellen van de volle eigendom van een universaliteit van goederen of van een bedrijfstak, waarmee een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post wordt uitgeoefend.

Het bij artikel 131 vastgestelde recht blijft niettemin toepasselijk op de overdrachten van onroerende goederen die gedeeltelijk of geheel tot bewoning worden aangewend of zijn bestemd;

2° de bij authentieke akte vastgestelde overeenkomsten die de overdracht ten kosteloze titel vaststellen van de volle eigendom van aandelen of deelbewijzen van een vennootschap waarvan de zetel van haar werkelijke leiding is gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie en die de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep, of een ambt of post tot doel heeft.

Art. 140*ter*. Het bij artikel 140*bis* vastgestelde verlaagde recht is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de schenker en de begiftigde moeten natuurlijke personen zijn;

2° in geval van toepassing van artikel 140*bis*, 1° :

— moet in de akte of in een door de schenker en de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de schenking betrekking heeft op de volle eigendom van een universaliteit van goederen of van een bedrijfstak, waarmee een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post wordt uitgeoefend;

b) in geval de schenking onroerende goederen bevat, of deze al dan niet gedeeltelijk of geheel tot bewoning worden aangewend of zijn bestemd;

— moet in de akte of in een door de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte bovendien uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de activiteit zonder onderbreking voort te zetten gedurende vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking;

b) que le donataire s'engage à fournir annuellement, au receveur de l'enregistrement du bureau où l'acte a été enregistré, la preuve du maintien de l'activité;

c) que le donataire s'engage à ne pas affecter partiellement ou totalement à l'habitation, pendant une durée ininterrompue de cinq ans, à compter de la date de l'acte authentique de la donation, les biens immeubles transmis avec le bénéfice du tarif réduit;

3° en cas d'application de l'article 140bis, 2° :

— le donataire doit produire une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable certifiant que la donation porte sur un ensemble de titres représentant au moins 10 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale;

— dans le cas où l'ensemble des actions ou parts qui font l'objet de la donation représente moins de 50 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale, le donataire doit également produire un pacte d'actionariat portant sur au moins 50 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale et dont les modalités sont fixées par le Roi.

Les documents prévus ci-avant sont annexés à l'acte authentique;

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire doit, en outre, énoncer expressément :

a) que le donataire s'engage à garder la pleine propriété des actions ou parts faisant l'objet de la donation pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation;

b) que le donataire s'engage à produire annuellement, au receveur de l'enregistrement du bureau où l'acte a été enregistré, la preuve du maintien dans son chef de la pleine propriété des actions ou parts données.

Art. 140quater. A défaut de remplir l'une des conditions prévues aux articles 140bis et 140ter, au plus tard lors de la présentation de l'acte à la formalité, ce dernier est enregistré au droit établi par les articles 131 à 140. Aucune demande en restitution n'est recevable.

Art. 140quinquies. Sauf cas de force majeure, le droit dû conformément aux articles 131 à 140, majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile à compter de la date de l'enregistrement de la donation, devient exigible à charge du donataire, lorsque ce dernier :

a) n'a pas rempli les engagements souscrits à l'article 140ter, 2° ou 3°;

b) dans le cas d'une donation visée à l'article 140bis, 1°, a cédé, dans les cinq ans prescrits par l'article 140ter, en tout ou en partie, les biens au moyen desquels s'exerce l'activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, la profession libérale ou la charge ou office; cette disposition ne s'applique toutefois pas lorsque la cession est justifiée par l'exercice de l'activité, de la profession libérale ou de la charge ou office;

c) dans le cas d'une donation visée à l'article 140bis, 2°, a cédé, dans les cinq ans prescrits par l'article 140ter, en tout ou en partie, les actions ou parts, ou a transféré le siège de direction effective de la société dans un Etat non membre de l'Union européenne.

Le présent article n'est pas applicable aux cessions de biens visées au point b) ci-avant, lorsqu'elles ont lieu par succession ou par donation et que les ayants droit ou les donataires reprennent les engagements souscrits par le défunt ou par le donateur.

Il n'est pas non plus applicable aux cessions d'actions ou parts visées au point c) ci-avant, lorsqu'elles ont lieu par succession, par donation ou par cession à titre onéreux à un autre membre du pacte d'actionariat, et que les ayants droit, les donataires ou l'acquéreur reprennent les engagements souscrits par le défunt, le donateur ou le cédant.

Art. 140sexies. Le donataire qui a bénéficié de la réduction du droit peut offrir de payer le droit dû conformément aux articles 131 à 140, majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile, exigible à compter de la date de l'enregistrement de la donation, avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel l'activité doit être poursuivie ou la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue.

b) dat de begiftigde zich ertoe verbindt aan de ontvanger der registratie van het kantoor waar de akte werd geregistreerd jaarlijks het bewijs te leveren van het behoud van de activiteit;

c) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de onroerende goederen die met toepassing van het verlaagde recht werden overgedragen, niet gedeeltelijk of geheel tot bewoning aan te wenden gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking;

3° in geval van toepassing van artikel 140bis, 2° :

— moet de begiftigde een door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant ondertekend attest afleveren dat bevestigt dat de schenking betrekking heeft op een geheel van aandelen of deelbewijzen, dat minstens 10 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigt;

— in geval het geheel van de geschonken aandelen of deelbewijzen minder dan 50 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigt, moet de begiftigde tevens een aandeelhouderschapsovereenkomst voorleggen, die betrekking heeft op ten minste 50 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering en waarvan de modaliteiten door de Koning worden vastgesteld.

De hogervermelde documenten worden aan de authentieke akte gehecht;

— moet in de akte of in een door de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte bovendien uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen die het voorwerp van de schenking uitmaken gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking te behouden;

b) dat de begiftigde zich ertoe verbindt aan de ontvanger der registratie van het kantoor waar de akte werd geregistreerd jaarlijks het bewijs te leveren dat hij de volle eigendom van de geschonken aandelen of deelbewijzen heeft behouden.

Art. 140quater. Indien een van de onder de artikelen 140bis en 140ter gestelde voorwaarden uiterlijk bij de aanbidding van de akte ter registratie niet is vervuld, wordt de akte geregistreerd tegen betaling van het bij de artikelen 131 tot 140 vastgestelde recht. Geen enkele vordering tot teruggaaf is ontvankelijk.

Art. 140quinquies. Behalve in geval van overmacht, wordt het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht, vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken te rekenen van de datum van registratie van de schenking, opeisbaar ten laste van de begiftigde, indien deze laatste :

a) de overeenkomstig artikel 140ter, 2° of 3° aangegane verbintenissen niet nakomt;

b) in geval van een door artikel 140bis, 1°, bedoelde schenking, de goederen, die dienen voor de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep, of een ambt of post, geheel of gedeeltelijk heeft overgedragen binnen de in artikel 140ter bepaalde termijn van vijf jaar; deze bepaling is echter niet van toepassing indien de overdracht gerechtvaardigd is door de uitoefening van de activiteit, van het vrij beroep of van het ambt of de post;

c) in geval van een door artikel 140bis, 2°, bedoelde schenking, binnen de in artikel 140ter bepaalde termijn van vijf jaar de aandelen of deelbewijzen geheel of gedeeltelijk heeft overgedragen of de zetel van werkelijke leiding van de vennootschap heeft overgebracht naar een staat die geen lid is van de Europese Unie.

Dit artikel is niet van toepassing op de overdrachten van goederen bepaald onder hogervermeld punt b), indien ze plaats hebben door erfopvolging of schenking en de rechthebbenden of de begiftigden de door de overledene of de schenker aangegane verbintenissen overnemen.

Dit artikel is evenmin van toepassing op de overdrachten van aandelen of deelbewijzen als bepaald onder hogervermeld punt c), indien ze plaats hebben door erfopvolging, door schenking of door overdracht ten bezwarende titel aan een ander lid van de aandeelhouderschapsovereenkomst, en dat de rechthebbenden, de begiftigden of de verwerver de door de overledene, de schenker of de overdrager aangegane verbintenissen overnemen.

Art. 140sexies. De begiftigde die de toepassing van het verlaagd recht heeft genoten kan aanbieden om het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht, vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken, opeisbaar te rekenen van de datum van registratie van de schenking, te betalen alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de activiteit moet worden voortgezet of de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen behouden moet blijven.

Art. 140septies. Le droit exigible conformément à l'article 140quinquies n'est toutefois pas exigible dans le cas où la pleine propriété des biens ayant bénéficié du droit réduit fait l'objet d'une transmission à titre gratuit en faveur du donateur initial avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel l'activité doit être poursuivie ou la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue.

Art. 140octies. Dans les cas prévus à l'article 140quinquies, le droit et les intérêts sont liquidés sur une déclaration qui doit être présentée à l'enregistrement dans les quatre premiers mois suivant l'expiration de l'année pendant laquelle l'une des causes de déduction du droit dû conformément aux articles 131 à 140 est intervenue et sous peine d'une amende égale à ce droit, au bureau qui a perçu le droit réduit.

Dans le cas prévu à l'article 140sexies, le donataire qui a bénéficié de la réduction du droit doit présenter à l'enregistrement au bureau de l'enregistrement précité, une déclaration déterminant la consistance et la valeur des biens pour lesquels il désire acquitter le droit dû conformément aux articles 131 à 140.

Les déclarations prescrites par le présent article, signées par celui qui a bénéficié de la réduction du droit, sont faites en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. Les déclarations mentionnent l'acte, le fait nouveau qui détermine la déduction du droit dû conformément aux articles 131 à 140 et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt. ».

Art. 69. Dans l'article 161 du même Code, il est inséré un 11°, rédigé comme suit :

« 11° les actes et attestations qui doivent être obligatoirement annexés aux actes visés par l'article 140bis. »

Art. 70. Il est inséré dans le même Code un article 169bis, rédigé comme suit :

« Art. 169bis. Pour l'application des articles 115bis et 140bis, l'affectation ou la destination d'un immeuble doit s'apprécier par parcelle cadastrale ou par partie de parcelle cadastrale lorsqu'une telle partie forme, soit un logement séparé, soit un département ou une division de production ou d'activité susceptibles de fonctionner séparément, soit une entité dissociable des autres biens ou parties formant la parcelle. ».

Art. 71. Il est inséré dans le même Code un article 182bis, rédigé comme suit :

« Art. 182bis. Les personnes qui demandent l'application de l'article 140bis sont tenues de communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des agents de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, tous les livres et documents relatifs à leur activité, à l'effet par lesdits agents de s'assurer de la juste perception des droits d'enregistrement dus par les requérants ou par des tiers.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et est puni d'une amende de 50.000 francs. ».

Art. 72. § 1^{er}. Le droit d'enregistrement proportionnel perçu sur l'apport d'actions ou parts répondant aux conditions établies par l'article 117, § 3, alinéas 1^{er}, 2^e et 3, 1^o et 2^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par l'article 65 de la présente loi, peut être restitué sous déduction du droit fixe général, lorsque l'acte d'apport a été passé pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet 1997 jusqu'à et y compris le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

La demande en restitution doit être introduite par la société qui a acquitté le droit, dans les deux ans à compter du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. Elle doit porter la mention que la société acquéreuse a obtenu à l'occasion de cet apport au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts ont été apportées. Une attestation d'un réviseur d'entreprise confirmant ce fait doit en outre être annexée à la demande.

§ 2. Le droit d'enregistrement proportionnel perçu sur la transformation d'une association sans but lucratif en une société à finalité sociale, réalisée pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet 1996 jusqu'à et y compris le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, peut être restitué sous déduction du droit fixe général, moyennant l'introduction d'une demande en restitution par la société qui a acquitté le droit, dans les deux ans à compter du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 140septies. Het overeenkomstig artikel 140quinquies opeisbare recht is evenwel niet opeisbaar indien de volle eigendom van de goederen waarop het verlaagd recht werd toegepast, het voorwerp uitmaakt van een overdracht ten kosteloze titel ten voordele van de oorspronkelijke schenker alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de activiteit moet worden voortgezet of de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen moet behouden blijven.

Art. 140octies. Indien artikel 140quinquies van toepassing is, worden het recht en de interesten vereffend op een verklaring die ter registratie moet worden aangeboden op het kantoor waar het verlaagde recht werd geheven, binnen de eerste vier maanden na het verstrijken van het jaar tijdens hetwelk één van de oorzaken van opeisbaarheid van het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht zich heeft voorgedaan en dit op straf van een boete gelijk aan dit recht.

Indien artikel 140sexies van toepassing is, moet de begiftigde die de toepassing van het verlaagde recht heeft genoten op het voormelde registratiekantoor een verklaring ter registratie aanbieden waarin de samenstelling en de waarde van de goederen waarvoor hij het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht wenst te betalen wordt aangegeven.

De bij dit artikel voorgeschreven verklaringen, welke door de begiftigde die de toepassing van het verlaagde recht heeft genoten, werden ondertekend, worden in dubbel gesteld, waarvan één exemplaar op het registratiekantoor blijft. Deze verklaringen vermelden de akte, het nieuwe feit waaruit de opeisbaarheid van het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht voortvloeit en al de voor de vereffening van het recht vereiste gegevens. ».

Art. 69. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek, wordt een 11° ingevoegd, luidend als volgt :

« 11° de akten en attesten die verplicht bij de akten bedoeld in artikel 140bis moeten worden bijgevoegd. »

Art. 70. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 169bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 169bis. Voor de toepassing van de artikelen 115bis en 140bis, moet de aanwending of de bestemming van een onroerend goed worden nagegaan per kadastraal perceel of per gedeelte van kadastraal perceel wanneer dat gedeelte is ofwel een afzonderlijke huisvesting, ofwel een afdeling van de productie of van de werkzaamheden die, of een onderdeel daarvan dat, afzonderlijk kan werken, ofwel een eenheid die van de andere goederen of delen die het perceel vormen kan worden afgezonderd. ».

Art. 71. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 182bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 182bis. De personen die de toepassing van artikel 140bis vragen, zijn er toe gehouden, zonder verplaatsing, van alle boeken en bescheiden betreffende hun activiteit bij iedere vordering van de ambtenaren van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen inzage te verlenen teneinde bedoelde ambtenaren toe te laten zich te vergewissen van de juiste heffing van de door de verzoekers of derden verschuldigde rechten.

Elke weigering van inzageverlening wordt bij proces-verbaal vastgesteld en wordt gestraft met een geldboete van 50.000 frank. ».

Art. 72. § 1. Het evenredige registratierecht geheven op de inbreng van aandelen of deelbewijzen onder de voorwaarden van artikel 117, § 3, eerste, tweede en derde lid, 1^o en 2^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd door artikel 65 van deze wet, kan worden teruggegeven onder aftrek van het algemeen vast recht, indien de akte van inbreng werd verleden in de periode van 1 juli 1997 tot en met de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De vennootschap die het recht heeft betaald moet het verzoek tot teruggave indienen binnen de twee jaar te rekenen van de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoek moet vermelden dat bij de inbreng ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen werden ingebracht, door de verwervende vennootschap wordt verkregen. Een attest van een bedrijfsrevisor dat dit feit bevestigt dient bovendien aan het verzoek te worden gehecht.

§ 2. Het evenredige registratierecht geheven op de omzetting van een vereniging zonder winstgevend doel in een vennootschap met een sociaal oogmerk gerealiseerd in de periode van 1 juli 1996 tot en met de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, kan worden teruggegeven onder aftrek van het algemeen vast recht, op verzoek daartoe van de vennootschap die het recht heeft betaald, ingediend binnen de twee jaar te rekenen van de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Pour le surplus, les dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe sont applicables aux restitutions visées aux §§ 1^{er} et 2.

CHAPITRE IV. — Code des droits de timbre

Art. 73. Dans l'article 59¹ du Code des droits de timbre, il est inséré un 61^o, rédigé comme suit :

« 61^o les actes et attestations qui doivent être obligatoirement annexés aux actes visés par l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

CHAPITRE V. — Dispositions non fiscales

Art. 74. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, modifié par la loi du 23 décembre 1988, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La limite de l'émission par le Trésor des monnaies divisionnaires est fixée à vingt-cinq milliards de francs. Toutefois, le Roi peut porter cette limite à vingt-huit milliards de francs par une libération successive de trois tranches d'un milliard de francs chacune. ».

Art. 75. Dans l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, modifié par la loi du 13 avril 1995, un alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les sociétés qui sont inscrites, radiées ou omises de la liste prévue à l'alinéa 5. ».

Art. 76. Dans la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, un article 14bis est inséré, libellé comme suit :

« Art. 14bis. Le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les personnes tenues des déclarations à faire à celle-ci en vertu du présent chapitre. ».

Art. 77. L'article 5 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Sans préjudice de l'article 31, alinéa 6, le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les autorités de marché, les sociétés et entreprises dont les instruments financiers sont admis aux marchés ou les membres de ces marchés. ».

Art. 78. L'article 826, alinéa 1^{er}, du Code civil, modifié par les lois des 14 mai 1981 et 29 août 1988, est complété comme suit :

« , à l'exception des biens visés à l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

Art. 79. L'article 922 du même Code est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la valeur au moment de la donation est prise en considération quand il s'agit de biens qui ont été donnés en application de l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

Art. 80. L'entrée en vigueur de la présente loi est déterminée comme suit :

§ 1^{er}. Les articles 2, 3, 1^o, 21, 1^o, 23, 1^o, 24 et 40 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1992.

§ 2. L'article 3, 2^o est applicable aux remboursements effectués à partir du 1^{er} juillet 1997 pendant un exercice social se rattachant à l'exercice d'imposition 1998 ou à un exercice d'imposition ultérieur.

§ 3. Les articles 4, 2^o, 10, 1^o et 2^o, et l'article 49 en ce qui concerne les banques, produisent leurs effets le 19 avril 1993 mais s'agissant des caisses d'épargne communales, l'article 10, 1^o, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995.

§ 4. Les articles 5 et 34 produisent leurs effets aux associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique à partir du 1^{er} août 1995.

§ 5. Les articles 6, 20, 22, 1^o, 27, 28, 2^o et 3^o, 30 et 53 sont applicables aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 1^{er} octobre 1993.

§ 6. L'article 29, 3^o, est applicable aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du 1^{er} octobre 1993.

§ 3. Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten van toepassing op de teruggevonden bepaald in §§ 1 en 2.

HOOFDSTUK IV. — Wetboek der zegelrechten

Art. 73. In artikel 59¹ van het Wetboek der zegelrechten, wordt een 61^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 61^o de akten en attesten die verplicht bij de akten bedoeld in artikel 140bis van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten moeten worden bijgevoegd. ».

HOOFDSTUK V. — Niet-fiscale bepalingen

Art. 74. Artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, gewijzigd bij de wet van 23 december 1988, wordt vervangen door het volgende lid :

« De grens van de uitgifte van deelmunt door de Schatkist is vastgesteld op vijftientwintig miljard frank. De Koning mag deze grens echter op achtentwintig miljard frank brengen op achtereenvolgens drie tranches van elk één miljard frank vrij te geven. ».

Art. 75. In artikel 26 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, wordt een als volgt luidend lid toegevoegd :

« De Koning bepaalt welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is verschuldigd door de vennootschappen die worden ingeschreven op, geschrapt van of weggelaten uit de lijst bedoeld in het vijfde lid. ».

Art. 76. In de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14bis. De Koning bepaalt welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is verschuldigd door de personen die krachtens dit hoofdstuk aan de Commissie een kennisgeving moeten richten. ».

Art. 77. Artikel 5 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. Onverminderd artikel 31, zesde lid, bepaalt de Koning welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen verschuldigd is door de marktautoriteiten, de vennootschappen en ondernemingen waarvan de financiële instrumenten zijn toegelaten tot de markten of de leden van deze markten. ».

Art. 78. Artikel 826, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1981 en 29 augustus 1988, wordt aangevuld als volgt :

« , met uitzondering van de goederen bedoeld bij artikel 140bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. ».

Art. 79. Artikel 922 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In afwijking van het vorige lid wordt de waarde ten tijde van de schenking in aanmerking genomen wanneer het goederen betreft die werden geschonken met toepassing van artikel 140bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. ».

Art. 80. De inwerkingtreding van deze wet wordt vastgesteld als volgt :

§ 1. De artikelen 2, 3, 1^o, 21, 1^o, 23, 1^o, 24 en 40 hebben uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1992.

§ 2. Artikel 3, 2^o, is van toepassing op de terugbetalingen verricht vanaf 1 juli 1997 tijdens een boekjaar dat is verbonden aan het aanslagjaar 1998 of aan een later aanslagjaar.

§ 3. De artikelen 4, 2^o, 10, 1^o en 2^o en 49, wat de banken betreft, hebben uitwerking op 19 april 1993, maar wanneer het gaat om gemeentespaarkassen heeft artikel 10, 1^o, uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

§ 4. De artikelen 5 en 34 hebben uitwerking op de verenigingen van medeëigenaars die vanaf 1 augustus 1995 rechtspersoonlijkheid bezitten.

§ 5. De artikelen 6, 20, 22, 1^o, 27, 28, 2^o en 3^o, 30 en 53 zijn van toepassing op de verrichtingen van fusie, splitsing, aannemen van een andere rechtsvorm of inbreng die vanaf 1 oktober 1993 hebben plaatsgevonden.

§ 6. Artikel 29, 3^o, is van toepassing op de verrichtingen van fusie of splitsing die vanaf 1 oktober 1993 hebben plaatsgevonden.

En ce qui concerne les plus-values visées à l'article 29, 3°, réalisées ou constatées à l'occasion d'une opération de fusion ou de scission effectuée antérieurement à la date de publication de la présente loi, les conditions de l'article 190, alinéa 2, tel que modifié par la présente loi et de l'article 211, § 2, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, doivent être remplies au plus tard à la clôture des premiers comptes annuels arrêtés à partir de la date de publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 7. Les articles 4, 1°, 8, 1° et 2°, 10, 4° et 5°, 16, 18, 19, 1°, 21, 2°, 32 et 33 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1998.

§ 8. L'article 8, 3°, s'applique pour la première fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1994.

§ 9. L'article 10, 3°, produit ses effets le 1^{er} janvier 1993, ainsi que l'article 49 en ce qui concerne les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.

§ 10. L'article 11, 1°, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995.

§ 11. Les articles 11, 3°, 13 et 37 produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1997.

§ 12. Les articles 11, 2°, 12 et 31, 1°, entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1999.

Toute modification apportée à partir du 1^{er} juillet 1997 à la date de clôture des comptes annuels, reste sans incidence pour l'application de l'article 31, 1°.

§ 13. L'article 31, 2° produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1994.

Toute modification apportée à partir du 4 août 1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de l'article 31, 2°.

§ 14. Les articles 15 et 45 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1997.

§ 15. Les articles 17 et 36 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1996.

§ 16. L'article 19, 2°, est applicable aux opérations d'apport effectuées à partir du 30 mars 1996.

§ 17. Les articles 22, 2°, 25, 1°, et 46 sont applicables aux apports exonérés d'impôts effectués à partir du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 18. L'article 23, 2°, est applicable aux moins-values sur actions ou parts subies à partir du 1^{er} janvier 1997 à l'occasion du partage total de l'avoir social de la société émettrice, dans la mesure où la réduction concernée du capital libéré a été opérée au plus tôt à partir du 24 juillet 1991.

§ 19. L'article 25, 2°, est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1997.

§ 20. Les articles 26, 44 et 51 produisent leurs effets à partir du 2 janvier 1995.

§ 21. Les articles 28, 1° et 4°, et 29, 1° et 2°, sont applicables aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 22. L'article 38 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1996. Il est également applicable aux impôts relatifs à des exercices d'imposition antérieurs qui font l'objet soit d'une réclamation introduite dans les formes et délais visés à l'article 371 du Code des impôts sur les revenus 1992, soit d'un recours en appel ou en cassation, sur lesquels il n'avait pas encore été statué à la date du 10 avril 1996.

§ 23. L'article 39 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1993.

§ 24. L'article 41 est applicable aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 7 avril 1995.

§ 25. L'article 42 est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1994.

§ 26. L'article 43 est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 27. Les articles 52 et 55 sont applicables aux attributions qui s'opèrent à partir du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 28. Les articles 65, 66 et 72 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 29. L'article 19, 3°, produit ses effets à partir du 1^{er} juillet 1996.

Met betrekking tot de in artikel 29, 3°, vermelde meerwaarden, verwezenlijkt of vastgesteld bij een verrichting van fusie of splitsing die vóór de datum van bekendmaking van deze wet heeft plaatsgevonden, moeten de voorwaarden van artikel 190, tweede lid, zoals gewijzigd door deze wet, en van artikel 211, § 2, vierde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ten laatste worden vervuld bij de afsluiting van de eerste jaarrekeningen die vanaf de datum van bekendmaking van deze wet afgesloten worden.

§ 7. De artikelen 4, 1°, 8, 1° en 2°, 10, 4° en 5°, 16, 18, 19, 1°, 21, 2°, 32 en 33 treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1998.

§ 8. Artikel 8, 3°, wordt voor het eerst toegepast op de jaarrekening afgesloten op het einde van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1994.

§ 9. Artikel 10, 3°, heeft uitwerking op 1 januari 1993, zomede artikel 49 wat de hypotheekondernemingen betreft onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypotheecair krediet.

§ 10. Artikel 11, 1°, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

§ 11. De artikelen 11, 3°, 13 en 37 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

§ 12. De artikelen 11, 2°, 12 en 31, 1°, treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1999.

Elke wijziging die vanaf 1 juli 1997 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van artikel 31, 1°.

§ 13. Artikel 31, 2°, heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1994.

Elke wijziging die vanaf 4 augustus 1992 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van artikel 31, 2°.

§ 14. De artikelen 15 en 45 treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1997.

§ 15. De artikelen 17 en 36 hebben uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996.

§ 16. Artikel 19, 2°, is van toepassing op de inbrengverrichtingen die plaatsvinden vanaf 30 maart 1996.

§ 17. De artikelen 22, 2°, 25, 1°, en 46 zijn van toepassing op de belastingvrije inbrengen verricht vanaf de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 18. Artikel 23, 2°, is van toepassing op de minderwaarden op aandelen die vanaf 1 januari 1997 zijn geleden naar aanleiding van de gehele verdeling van het maatschappelijk vermogen van de emittende vennootschap, voor zover de desbetreffende vermindering van gestort kapitaal ten vroegste vanaf 24 juli 1991 is gedaan.

§ 19. Artikel 25, 2°, is van toepassing op de vanaf 1 januari 1997 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

§ 20. De artikelen 26, 44 en 51 hebben uitwerking vanaf 2 januari 1995.

§ 21. De artikelen 28, 1° en 4° en 29, 1° en 2°, zijn van toepassing op de verrichtingen van fusie of splitsing die vanaf de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* plaatsvinden.

§ 22. Artikel 38 heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996. Het is eveneens van toepassing op de belastingen betreffende de vorige aanslagjaren waartegen hetzij een bezwaar is ingediend in de vormen en binnen de termijnen vermeld in artikel 371 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hetzij een voorziening in beroep of in Cassatie is ingesteld, waarover op 10 april 1996 nog geen uitspraak werd gedaan.

§ 23. Artikel 39 heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1993.

§ 24. Artikel 41 is van toepassing op de met ingang van 7 april 1995 uitgegeven aandelen en onderschreven contracten.

§ 25. Artikel 42 is van toepassing op de vanaf 1 januari 1994 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

§ 26. Artikel 43 is van toepassing op de, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt, betaalde of toegekende inkomsten.

§ 27. De artikelen 52 en 55 zijn van toepassing op de toekenningen die gebeuren vanaf de maand die volgt op de maand waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

§ 28. De artikelen 65, 66 en 72, treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

§ 29. Artikel 19, 3°, heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

§ 30. Les articles 47 et 48 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

§ 31. Les articles 50 et 56 à 62 entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 32. L'article 74 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et au plus tard le 31 décembre 1998.

Art. 81. En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 3^o, i, du Code des impôts sur les revenus 1992, les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1997 modifiant l'article 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exécuter l'article 104, 3^o, i), du même Code, produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1997 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 14 juin 1996.

En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 4^o bis, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 3 de la même loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1996 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 10 avril 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Références parlementaires :*

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi, n° 1608/1. — Amendements, n°s 1608/2 à 1608/7. — Rapport, n° 1608/8. — Texte adopté par la commission, n° 1608/9. — Amendements, n° 1608/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1608/11.

Annales parlementaires. — Annales de la Chambre : 25 et 26 novembre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1171/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1171/2.

§ 30. De artikelen 47 en 48 treden in werking op 1 januari 1999.

§ 31. De artikelen 50 en 56 tot 62 treden in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

§ 32. Artikel 74 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en uiterlijk op 31 december 1998.

Art. 81. Wat betreft de in artikel 104, 3^o, i, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, hebben de artikelen 2 en 3 van de wet van 14 juli 1997 tot wijziging van artikel 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitvoering van artikel 104, 3^o, i), van hetzelfde Wetboek, uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1997 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 14 juni 1996.

Wat betreft de in artikel 104, 4^o bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, heeft artikel 3 van dezelfde wet uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 10 april 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1608/1. — Amendementen, nrs. 1608/2 tot 1608/7. — Verslag, nr. 1608/8. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1608/9. — Amendementen, nr. 1608/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1608/11.

Parlementaire Handelingen. — Handelingen van de Kamer : 25 en 26 november 1998.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1171-1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1171-2.

F. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBRE 1998. — *Loi portant modification de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 7^o est remplacé par la disposition suivante :

« 7^o assiette de l'impôt : quotité du revenu cadastral des endroits et locaux affectés au débit, déterminée par le fonctionnaire compétent de l'administration du cadastre et adaptée annuellement, le 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation, conformément à l'article 518, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992; »;

N. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBER 1998. — *Wet tot wijziging van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7^o grondslag van de belasting : het gedeelte van het kadastraal inkomen van de plaatsen en lokaliteiten bestemd als drankgelegenheid, vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van de Administratie van het kadaster en jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumtieprijzen overeenkomstig artikel 518, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; »;